

ASSEMBLÉE NATIONALE

11 janvier 2018

ETAT SERVICE SOCIÉTÉ DE CONFIANCE - (N° 424)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° 402

présenté par
M. Descoeur

ARTICLE 3

À l'alinéa 6, substituer aux mots :

« de 50 % »

les mots :

« à néant ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Ce projet de loi a pour objectif de mettre en oeuvre un ensemble de mesures au service d'une société de confiance.

Dès lors, vouloir pénaliser un contribuable de bonne foi qui dépose spontanément une déclaration rectificative viderait de sa substance le principe édicté à l'article L. 123-1 du code des relations entre le public et l'administration introduit par l'article 1^{er} du présent projet de loi.

En conséquence, cet amendement vise à supprimer la sanction pécuniaire consistant en un intérêt de retard, même réduit de 50 %.